

INTERVENTION DE MARC NORGUEZ LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SGLCE DU 7 AVRIL 2009

Les 29 janvier et 19 mars derniers, le monde du travail a relevé la tête et fait entendre puissamment sa voix. Deux puis trois millions de salariés, de retraités, de chômeurs, de jeunes ont rempli les rues des villes de France pour exprimer leur rejet de la politique sociale de Nicolas SARKOZY, de son gouvernement et de sa majorité. Ces millions de manifestants ont démontré leur exaspération devant les suppressions d'emplois par centaines de milliers (3000 par jour), la mise en coupe réglée des services publics, la précarité devenant la règle, le pouvoir d'achat qui se réduit comme une peau de chagrin, le démantèlement des systèmes de protection sociale, l'abandon de l'école publique et de la recherche...

Ces milliers de femmes, d'hommes, français ou immigrés, ont raison.

À l'image des peuples de Guadeloupe, Martinique et Réunion qui se sont battus récemment avec une rare détermination, de très nombreux conflits en métropole se mènent actuellement contre les plans de restructuration dans l'industrie, le commerce, les services. La résignation tend à disparaître. Pour des millions de gens, l'espoir passe par la résistance et l'action ;

Les effets de la politique qu'ils combattent ne sont pas inéluctables, ils sont les conséquences directes et immédiates du capitalisme en crise. Les grandes difficultés, les souffrances que vivent les salariés sont le produit d'une politique qui vise à favoriser toujours plus le patronat et, pour aller vite, ceux qui se trouvent du côté du capital. Madame PARISOT, présidente du MEDEF et le Président de la République avancent ensemble vers le même objectif : construire un capitalisme toujours plus musclé, « body buildé » pourrait-on dire, toujours plus dégraissé des avantages sociaux, des règles collectives, du code du travail ; un capitalisme qui ne s'encombre pas de ces inutiles que sont pour lui les infirmières, les enseignants, les postiers ou les cheminots.

C'est cela le modèle libéral dont leurs innombrables propagandistes à la télévision, à la radio et dans les journaux nous rebattent les oreilles. Il s'agit en fait pour tous ces gens qui occupent tous les postes – ou presque – des moyens de communication de masse, de nous convaincre que ce qui est très bon pour eux et très mauvais pour nous serait bon pour tout le monde.

Le 29 janvier, le 19 mars, nous le leur avons dit et bientôt, le 1^{er} mai, nous le leur répéterons avec une nouvelle force : « nous ne sommes pas dupes, nous ne sommes pas d'accord et nous exigeons une autre politique sociale et économique ! ».

Les moyens financiers existent pour cette autre politique sociale. Les milliards que les gouvernements, en Europe et en France, dégagent pour renflouer les banques existent bel et bien. Un jour, les caisses sont vides pour satisfaire les demandes sociales et six mois plus tard, elles débordent pour aider les amis banquiers de SARKOZY et FILLON.

Il faut que le monde du travail continue de pousser fort. Notre prochain rendez-vous est le vendredi 1^{er} mai, à l'appel pour la première fois, j'insiste, des huit centrales syndicales françaises. Il faut le réussir, à l'image de ce que nous avons réalisé lors des deux précédentes journées d'action. Nous n'aurons pas à nous poser la question d'un arrêt de travail pour la presse quotidienne nationale et toutes les autres entreprises, il nous faudra juste être nombreux et ensemble dans la manifestation. Le 1^{er} mai n'est pas un jour de vacances pour les syndicalistes, c'est le jour de la dignité, de la solidarité et de la lutte dans tous les pays.

Encore un mot sur les 29 janvier et 19 mars pour souligner l'ampleur de notre engagement : la présence de nombreux travailleurs du labeur, avec des arrêts de travail, la grève unitaire des salariés de la presse quotidienne avec les journalistes, l'importance de notre cortège, tout particulièrement le 19 mars.

Mais pour nous, comme pour l'ensemble de la CGT, ces deux journées nationales interprofessionnelles et intersyndicales ne furent pas des oasis à l'issue d'un long désert syndical. L'année dernière, 2008, a été riche en actions, luttes, résistances. Le récapitulatif des faits et gestes de notre syndicat publié dans le dernier numéro de notre bulletin, le Livre parisien, est d'ailleurs très incomplet. Si l'on y retrouve les conflits aux NMPP contre les mesures néfastes du plan *Défi 2010* et à STP contre le licenciement du délégué syndical, Abdel BELMEHDI... Il manque beaucoup d'éléments de notre activité.

Le groupe qui était chargé de ce travail a omis le dur conflit à l'Imprimerie nationale de Choisy-le-Roi, le travail syndical quasi quotidien et les succès à Exacompta. Si nous avons relaté la bataille à Presse Informatique, nous avons ignoré la lutte des travailleurs sans-papiers que nous avons pourtant bien animée. Soixante-treize d'entre eux ont aujourd'hui des papiers en règle et travaillent principalement sur les sites de Pontault-Combault et de Taverny.

Cette bataille a donc connu un vrai succès dû au courage et à l'engagement de ces travailleurs, mais aussi à la capacité de notre syndicat à s'inscrire aux côtés de structures interprofessionnelles de la CGT dans des luttes inédites. Pour un syndicat que nos adversaires patronaux et les beaux esprits des médias dépeignent comme corporatiste, soucieux de défendre les intérêts d'une caste de privilégiés, quel démenti ! Et quel silence de leur part ! Un carreau qui tombe et trois journaux qui volent, ça les excite ! Des hommes qui luttent debout, cela les rend muets !

Ils ont été tout aussi aphones durant les 44 jours de grève de la faim de Florence Cousin !



Dans ce contexte général de crise, nos professions connaissent une situation particulièrement difficile. La crise de la presse quotidienne s'approfondit, aggravée par la crise économique du système. La réduction d'activité liée à la baisse du pouvoir d'achat des familles et à la rétractation du marché publicitaire amène le patronat à réduire ses prix, en tentent de peser sur la variable d'ajustement que constitue, pour lui, la masse salariale. C'est la fameuse obsession patronale de la réduction des coûts de production !

Dans la quasi-totalité des entreprises, les conditions de travail se dégradent, les salaires stagnent ou reculent, les emplois diminuent. En dehors de la presse, il n'est pas exagéré de dire que notre branche se paupérise. Notre syndicat doit encore plus être le syndicat du pouvoir d'achat.

Avec la NAO, nous avons un outil légal pour intervenir dans les entreprises. Avec l'accord national du labeur du 23 janvier 2009 développé dans la dernière livraison du *Livre parisien* et le formulaire à télécharger, nous pouvons construire dans chaque entreprise des revendications en matière salariale et pousser à des actions pour des hausses immédiates.

Nous devons être également le syndicat de la dignité pour tous les salariés— français et immigrés, femmes et hommes — le syndicat de la lutte pour le respect de tous les droits, notamment les droits syndicaux. Les PME du labeur et du routage qui travaillent pour la communication écrite, avec leurs salariés sous-payés et méprisés, sont la raison d'être de notre syndicat régional. C'est bien pour toutes celles-là, pour tous ceux-là que nous sommes le Syndicat général du Livre.

Si nous décidions de nous limiter aux entreprises de presse, officiellement ou en pratique, nous hypothèquerions l'avenir de ce syndicat !

Heureusement, ce n'est pas le choix que nous avons retenu. Mais il nous faut faire plus encore, notamment en matière de syndicalisation. L'adhésion à la CGT n'est pas réservée à une élite. Tous les salariés de nos entreprises peuvent y prétendre. En étant plus nombreux, on est plus efficace, plus écouté. On se fait respecter, on fait augmenter les salaires, on défend les élus CGT que les patrons ont licenciés. Nous devons poser plus et partout l'urgence et la nécessité de l'adhésion à la CGT. Rien ne justifie dans la situation actuelle, bien au contraire, un recul des forces organisées de la CGT.

Avec un peu d'effort, nous obtenons des résultats : fin mars, nous sommes plus nombreux que l'an dernier à la même époque. Allons-y plus fort, gagnons la bataille de la syndicalisation !

En presse, l'actualité est marquée par la modernisation des imprimeries et la renégociation d'un nouveau contrat social prélude un nouveau plan de départs anticipés. La difficulté majeure que nous rencontrons est la baisse de la charge de travail. Contrairement à leurs engagements de 2004, les éditeurs et les

imprimeurs n'ont pas véritablement pris d'initiatives pour remplir les imprimeries de presse.

La seule opportunité fut, un temps, le quotidien allemand *Bild*. Ce ne sont pas les ouvriers du Livre qui ont fait avorter ce projet, ce sont les patrons et principalement ceux de la presse quotidienne régionale. *Bild* aurait été plus qu'une bouffée d'oxygène pour les imprimeries de la presse quotidienne en France et pour les NMPP. Quel échec, révélateur de leur vision étroite.

Non seulement les patrons de presse ne veulent pas de concurrent, mais ils ne prennent pas d'initiatives pour développer leur quotidien. Et ils ne supportent pas que nous le leur disions, nous l'avons vérifié récemment au siège du SPQN.

Pour vendre plus de journaux à Paris, ils ferment les yeux sur l'existence de 4 quotidiens gratuits, dont un, 20 Minutes, nous amuse — le mot est gentil — depuis sept ans en nous assurant qu'il veut se faire imprimer dans les mêmes conditions que ses concurrents. Mais passons pour l'instant sur le dossier des gratuits...

Les titres de la presse quotidienne nationale s'ingénient à développer des produits complémentaires soit hors presse (livres, disques, DVD...) ou magazines réalisés hors de nos entreprises. Pour gagner des lecteurs à un quotidien, il faut proposer un bon quotidien, pas un quotidien moyen avec un bon film et un bout d'encyclopédie. Nos patrons de presse croient-ils en l'avenir de la presse quotidienne ? Quand nous les voyons à l'œuvre, nous pouvons légitimement nous poser la question...

C'est un fait, la presse quotidienne est battue de vitesse par d'autres médias. Mais elle conserve l'avantage dans l'amplitude des sujets traités et par ses capacités d'analyse. Il y a dans un journal bien plus d'infos que dans un journal télévisé, même celui des chaînes spécialisées dans l'information.

À la télévision, sur Internet, on montre les événements ; souvent, on les exhibe. Dans un journal, on tente de les comprendre. C'est pour cela que les quotidiens imprimés sur du papier ont encore de l'avenir. Mais cela suppose une bataille, une bataille sur trois niveaux : politique, rédactionnel et industriel.

Notre syndicat fait de son mieux pour tenir sa place dans cette triple bataille comme lors des États généraux de la presse mais surtout tous les jours dans les entreprises. Avec la modernisation de l'imprimerie du *Figaro*, l'avenir de celle du *Monde* face à l'affaiblissement de plusieurs titres emblématiques du paysage de la presse, nous la menons concrètement.

Nous avons, non pas la banane comme l'autre..., mais la conviction qu'il y a un avenir pour nous tous, nos emplois, nos entreprises, notre syndicat.

Dans notre syndicat justement, tout n'est pas parfait mais lorsqu'il y a des choses à se dire pour avancer, pour améliorer, nous pouvons nous les dire en toute

sérénité. C'est pour cela, parce que la démocratie syndicale produit la confiance entre les militantes et les militants, que l'on a le droit d'être optimiste.



Il faut maintenant aborder la question de l'unité syndicale dans le Livre parisien. En réalité, vous le savez bien, cette unité est absente. C'est bien pour cela qu'il nous faut analyser les facteurs de division. Les éléments de désaccord existent depuis longtemps avec l'existence de structures catégorielles et de syndicats spécifiques.

Mais depuis trois-quatre ans, la division syndicale s'est accrue indiscutablement avec l'apparition d'Info.com CGT et la création du SIP CGT. Nous pouvons, nous devons, aujourd'hui tirer le bilan de la création de ces structures syndicales.

Info.com CGT est une marque créée par la Chambre syndicale typographique parisienne pour survivre à la disparition des ouvriers typographes des sièges éditoriaux.

En 2005, on s'en souvient, la grande majorité des ouvriers du Livre au sein des rédactions a changé de statut pour adopter celui de journaliste. Ces ouvriers auraient pu se rapprocher, rejoindre le syndicat CGT qui syndique les journalistes, le SNJ-CGT. C'est ce que nous avons fait au SGLCE en proposant immédiatement et d'une façon provisoire une double appartenance pour les anciens photographeurs devenus journalistes eux aussi.

La Chambre typo n'a pas vu les choses ainsi. Nos camarades ont décidé qu'il fallait créer un syndicat pour tous les salariés des rédactions, une sorte de syndicat unique et que c'était à eux de le piloter. Cette façon de procéder avait très peu de chances de réussir. S'il y a une chose dont nous pouvons être certains, c'est que l'on ne peut avancer et construire du solide que par la conviction.

En générant de toutes pièces un syndicat supplémentaire, ils ont créé la division dans la CGT et désorienté les salariés. Il aurait été plus juste, je le maintiens, de se rapprocher du SNJ-CGT, de l'intégrer progressivement pour le renforcer et le faire évoluer en créant des liens plus forts avec les syndicats du Livre parisien, et notre fédération, la Filpac-CGT.

À l'opposé de cette démarche, c'est la contradiction et la concurrence qui ont été choisies : le résultat est pitoyable. Les quelques militants d'Info.com, qui sont loin d'être des mauvais cégétistes, se sont coupés puis mis à dos les autres militants de la CGT. Dans les sièges éditoriaux, il n'est plus possible comme au *Monde* ou à *l'Equipe*, de faire des listes communes de la CGT.

À *Libération*, quelle démonstration a produite Info.com ! Par deux fois, les 13 et 21 février, ses cadres syndicaux ont signé un licenciement individuel sans l'avis, l'accord et la participation de la salariée concernée. Et que sont venus faire le CILP et la Filpac dans cette galère le 21 février !

Alors, non, mes chers camarades, le verdict est qu'il n'y a pas besoin d'Info.com CGT en presse parisienne. Il existe déjà trop de syndicats aujourd'hui. La priorité, c'est le fonctionnement en section syndicale à l'entreprise et en cette période troublée, la mise en second plan des sigles syndicaux, à l'exception de trois lettres : le C, le G et le T. La Filpac, plutôt que d'encenser un clone de la CSTP inapproprié au réel, au présent et à l'avenir, devrait considérer les expériences et les pratiques syndicales de tous avec le même intérêt.

Le SIP CGT n'a pas le même rôle qu'Info.com parce que les imprimeurs-rotativistes n'ont pas disparu et qu'ils ne disparaîtront pas dans les prochaines années. Mais leur nombre, comme celui des autres salariés des imprimeries, va se réduire. Leur métier va évoluer et leur qualification va augmenter. Pourtant, plutôt que d'affronter la modernisation et la baisse de la charge de travail avec les autres salariés, c'est-à-dire avec nous, ils ont décidé de se replier sur eux-mêmes et d'essayer de s'en sortir au mieux, seuls.

Cela a été et reste une erreur. Nous le voyons bien dans les entreprises. Là où l'on pouvait avancer ensemble, l'existence de deux syndicats CGT nous freine. C'est le cas à Roissy Print. Là où les désaccords sont les plus forts et où la situation est tendue, au *Monde Ivry*, la division accentue et cristallise les oppositions.

Il faudra le reconnaître et le plus tôt sera le mieux, la création du SIP CGT fut une mauvaise idée. Elle n'apporte rien de plus aux travailleurs, ni aux rotos, ni aux autres. Au contraire, elle crée des difficultés nouvelles, elle officialise les désaccords. Nous refusons encore et toujours la division syndicale.

C'est pourquoi nous tendons la main à nos camarades imprimeurs-rotativistes. Nous leur dirons : faisons, vous et nous, des pas pour nous rapprocher pour créer un nouveau syndicat du Livre et de la Communication, un syndicat régional s'appuyant sur des sections d'entreprise, un syndicat démocratique, de luttes et de propositions.

Nous avons pris récemment l'initiative d'écrire à nos camarades. Ils nous ont répondu en soulevant un certain nombre de points qui ne peuvent être des préalables car aisément réglables.

La situation à l'imprimerie du *Monde* a stoppé cette tentative. Nous ne regrettons pas, à Ivry, d'avoir tout tenté pour faire échec à la volonté de la direction de mettre en œuvre ses objectifs contre la très grande majorité des salariés. Nos camarades rotos doivent le comprendre, nous leur avons fait des propositions pour éviter une nouvelle procédure. Ils n'ont pas répondu. La construction de l'unité oblige à bouger de ses positions initiales, sinon on ne se rapproche jamais.

Le SGLCE bougera, saura faire s'il le faut un pas de côté, mais surtout un pas ou même plusieurs vers les autres. Mais il ne pourra accepter la remise en cause ni de ses militants et de leur activité, ni de ses objectifs fondamentaux définis lors de ses congrès.

Nous allons donc continuer de proposer une démarche rassemblée, comme nous l'avons réalisée le 26 mars ou nous avons manifesté ensemble devant le SPQN.

J'ai évoqué à différentes reprises notre fédération, la Filpac CGT. Elle est actuellement fortement pilotée par des dirigeants d'Info.com (je serais même tenté de dire que c'est à la Filpac qu'Info.com CGT a le plus d'influence...). Nous avons eu, nous avons encore des divergences importantes et publiques avec cette direction fédérale. Cette publicité n'était pas de notre fait. Nous avons le sentiment d'avoir été mal traités dans la maison fédérale. C'était nouveau pour nous et il a fallu nous y faire.

C'est la raison pour laquelle nous allons continuer d'informer lorsque cela sera nécessaire les autres syndicats de notre fédération de nos analyses et propositions.

En Île-de-France, nous inviterons, avec les membres de la direction fédérale, les syndicats qui le souhaitent à travailler sur des dossiers pratiques : nouvelles lois, dispositifs légaux ou conventionnels offrant à l'activité syndicale de nouvelles opportunités. Nous aurons la même démarche sur tous les sujets qui pourraient donner lieu à des actions solidaires.

Mais le SGLCE ne sera jamais une fédération bis, ni ne proposera à quiconque la création d'une association nationale de pseudo-métiers ni un rassemblement d'aigris que nous ne sommes pas.

Le SGLCE est transparent dans son fonctionnement et son activité, ne poursuit aucun objectif caché. Pour prendre un sujet précis, des cadres, aujourd'hui, demandent à rejoindre notre organisation. Ils ne sont pas les premiers, quelques dizaines ont déjà franchi le pas. Mais de nouveaux, pour des raisons différentes, souhaitent vivre leur spécificité professionnelle au sein du SGLCE. Nous allons les accueillir. Ces prochains jours, un collectif cadres sera mis en place au SGLCE et travaillera avec l'Union fédérale.

La Filpac doit se renforcer car nous avons tous besoin d'une fédération plus forte. La disparition de la Filpac CGT ou ses déchirements du fait de quelques acharnés seraient un drame pour les salariés.

La présence du Secrétaire général de la FILPAC à notre assemblée montre que rien d'irréparable ne s'est produit. Et que construire un nouvel élan est possible. A condition de le vouloir !

Chers Camarades, la commission exécutive pense qu'elle a rempli le mandat que lui avaient confié les XIV^e et XV^e Congrès. Elle vous propose que le SGLCE continue de tenir sa place dans les luttes et dans les débats au sein de la fédération et de la CGT.